



Rennes, le 20 janvier 2015

- **Aux membres du Comité Régional Bretagne**
- **Aux syndicats Cgt de la région Bretagne**
- **A la permanence confédérale pour transmission :**
 - Au CCN de la Cgt
 - A la CE Confédérale de la Cgt

Ce début d'année est marqué par de tragiques événements qui frappent de plein fouet les valeurs de la République et de la citoyenneté. Le sursaut du peuple de France, depuis mercredi 7 janvier, est un signe encourageant sur la capacité de mobilisation autour de valeurs essentielles pour la démocratie. Ces attentats mettent en évidence la situation de fragilité permanente vers laquelle le monde évolue en développant des craintes, des incertitudes et des actes ignobles.

S'il est impossible de pointer des responsabilités particulières en dehors du fanatisme et de condamner tout acte de terrorisme y conduisant, nous devons néanmoins veiller à ce que les suites de cet élan de compassion ne masquent pas des oppositions.

Après la légitime émotion républicaine, les avis sur les solutions sont de plus en plus divergents et révèlent la réalité d'une situation beaucoup plus contrastées qu'une façade d'unité.

La division et le repli sur soi rendent de plus en plus difficile les compromis pour bien vivre ensemble tant les situations de vie sont de plus en plus tendues.

En France, comme en Europe et dans le Monde, la pauvreté, la misère, la précarité ont pris le pas sur un développement humain, pourtant nécessaire pour gagner la paix, le vivre simplement.

Les politiques d'austérité conduites en Europe par l'ensemble des gouvernements ont fait la démonstration de leur inefficacité d'un point de vue social et humain. Cette politique n'a pas les mêmes effets pour la financiarisation de l'économie qui permet à certains de se constituer des fortunes dépassant parfois les moyens de certaines nations.

Les effets en Europe se sont vus, particulièrement dans des pays comme l'Italie, l'Espagne ou encore la Grèce. Les peuples, après avoir été sacrifiés, en reviennent et aspirent à retrouver leur place pour travailler et vivre de leur travail.

En Angleterre, des voix, parfois éloignées de nos valeurs, s'expriment pour dénoncer l'ultra précarité du travail et ses effets dévastateurs sur le monde du travail.

En Allemagne, la population organise la riposte pour s'opposer aux manifestations anti islamique organisées chaque semaine.

En France, nous subissons les frondes du libéralisme qui cherchent à tout prix à se débrider de plus en plus. Si nous pouvons considérer que nous résistons depuis le début de crise, malgré des pertes d'emploi et un déclin industriel historique, aujourd'hui c'est le cœur des droits des salariés qui est la cible des attaques des libéraux.

Le patronat, Medef en tête, entend mettre à mal les derniers remparts qui permettent aux salariés d'avoir des garanties collectives, un socle commun de droits.

Le projet de loi Macron, qui représente une proposition de réduction des droits pour les salariés et une liberté pour les patrons, aggrave les politiques menées ces dernières années avec les résultats que l'on connaît.

Il y a nécessité d'informer les salarié-e-s sur ces enjeux et de décider avec eux des initiatives à prendre pour qu'elle ne soit pas appliquée.

Le 26 janvier, jour de son entrée en discussion à l'Assemblée Nationale, doit être marqué par des initiatives dès le lieu de travail.

La dégradation de la place et du rôle du travail a favorisé les clivages et développé l'émergence de thèses qui attisent les oppositions entre les femmes et les hommes. C'est le cas du front national qui surfe sur la désespérance, la pauvreté et l'exaspération.

C'est aussi, à un moindre niveau, mais plus proche de nous, la tentative des « bonnets rouges » version 2013, de vouloir capter une colère légitime pour en faire un mouvement de contestation des règles de vie collective au profit d'intérêts particuliers.

La casse des pans industriels de notre région, avec les milliers de salariés licenciés, nous conduit vers une société qui priorise l'individualité plutôt que le vivre ensemble.

La richesse d'une société réside dans sa capacité à donner la place qui revient à chacun sans exclure ou opprimer.

Si des changements institutionnels doivent être opérés, ils doivent s'appuyer sur l'Humain pour développer l'économie, le social et l'environnemental.

Ce n'est pas le choix de nos gouvernants, qui ont choisi d'écouter les sirènes de la finance pour définir leurs orientations.

Mais, ce ne sont que des choix, et ceux-là peuvent évoluer ou changer. Encore faut-il que pour les modifier, il y ait les forces nécessaires.

Le mouvement social fait partie de ces forces d'influence qui peuvent changer la donne. Tantôt affaibli par les puissances libérales, tantôt ascenseur social, ce mouvement traduit un rapport de force perpétuel qui offre des perspectives à la condition de ne pas être en dehors.

La crise que traverse la Cgt, ces derniers mois, nous empêche de peser efficacement dans une période où nous devrions être en pleine capacité de nos forces.

Depuis trois mois, la direction de la Cgt est engluée dans une spirale déclinante dont elle n'arrive pas à se sortir.

Première organisation syndicale porteuse d'exigences revendicatives de France, notre confédération traverse une mauvaise passe historique qui, au-delà de fragiliser notre Cgt, paralyse le mouvement social dans un moment où les salariés en ont le plus besoin.

La Cgt ne vit pas pour elle-même. Elle est un moyen pour le monde du travail de s'opposer à la régression sociale en donnant aux salariés des moyens d'action pour avoir un travail et pouvoir en vivre.

Cette crise de direction doit prendre fin rapidement pour laisser place à une démarche de conquête qui nous remet sur les rails de la transformation sociale.

Nous ne pouvons pas nous permettre d'être en dehors des combats à mener, ce n'est pas seulement parce que la Cgt risque gros, c'est surtout parce que les salariés, les demandeurs d'emploi et les retraités risquent tout autant.

Des questions lourdes sont devant nous, être la Cgt de tous, être la Cgt qui conteste, qui propose, qui mobilise, qui négocie des avancées sociales, être une Cgt encore plus forte pour être encore plus efficace.

Ces questions, nous ne pourrions les aborder qu'avec une Cgt apaisée pour préparer un congrès qui est nécessaire pour réaffirmer nos orientations et nous inviter à prendre les dispositions nécessaires pour les mettre en œuvre avec les militants, les syndiqués, les salariés.

Le bureau du Comité Régional Bretagne veut alerter les directions de la Confédération, Commission Exécutive et Comité Confédéral National pour qu'elles mettent un terme à cette crise qui n'a que trop duré.

Les attentes exprimées par une partie du CCN et de la CEC ont été entendues et mises en application. Cela s'est traduit par la démission du bureau confédéral, de l'administrateur et du secrétaire général.

Philippe Martinez a été mandaté à l'unanimité moins deux abstentions par le CCN pour proposer un bureau, bureau dont il a demandé la confiance du CCN pour le composer.

Cette situation devrait nous rassurer pour permettre de redonner à une direction réélue tous les moyens nécessaires pour remettre la Cgt sur l'échiquier social et préparer le 51^{ème} congrès avec l'ensemble des syndicats.

Cela devrait nous permettre de proposer et de construire des rendez vous revendicatifs, dans les entreprises, au niveau professionnel et interprofessionnel, pour redonner au mouvement social la force nécessaire pour gagner de nouvelles conquêtes sociales pour un développement humain durable.

En ce sens, les salariés du transport routier se sont mobilisés largement dès le 19 janvier sur Rennes, en ce qui concerne la région, pour peser sur les négociations en cours.

C'est également le sens des mobilisations des cheminots et des gaziers électriciens le 29 janvier en manifestant à Paris.

C'est aussi l'ambition des personnels de santé de Bretagne en se mobilisant le 29 janvier devant le siège de l'ARS à Rennes.

L'initiative confédérale organisée le 16 janvier à Trélazé pour partager les succès dans les entreprises a été révélateur qu'une Cgt proche des salariés est une Cgt qui gagne sur les revendications et sur la syndicalisation.

Les potentialités d'une Cgt utile, avec tous les salariés existent.

C'est pour le Comité Régional Bretagne tout le sens d'une Cgt à l'offensive.

Le Secrétaire du Comité Régional

C.G.T. Bretagne



Thierry GOURLAY